

The Artists ?

Ils auraient bien aimé voler la vedette à Jean Dujardin et Omar Sy, Sarzoky et Hollande qui, devant les caméras, se mettent à pointer le temps d'une élection au portail de quelques-unes des usines menacées de fermeture, ou à flatter le cul des vaches. Mais pas sûr que la France qui se lève tôt leur accorde le moindre Oscar ou César. Leur comédie ne prend pas.

Sarkozy, le président des riches, se paie le ridicule de vouloir se faire passer pour « le candidat du peuple », lui qui n'a su que bafouiller sans conviction, à la télévision, qu'il regrettait son déjeuner au Fouquet's en compagnie de ses copains du CAC 40.

Quant à ses gestes de dame patronnesse en faveur des licenciés, parlons-en. La semaine dernière, par exemple, il a visité la raffinerie Petroplus près de Rouen, où le patron a décidé de mettre la clé sous la porte après avoir vidé le compte en banque de l'entreprise, en laissant 550 travailleurs sur le carreau. Sarkozy leur a promis de rechercher un repreneur, et déclaré que Shell, l'ancien propriétaire du site, était prêt à garantir l'activité... pendant six mois. Bref, après les élections, le déluge ! « *C'est quand même mieux que rien* », a-t-il fini par dire, irrité, à un travailleur qui semblait sceptique sur le super-sauveur.

Hollande, lui, a rendu visite aux salariés d'ArcelorMittal à Florange, pour dire que s'il est élu, il fera une loi pour obliger les entreprises qui veulent fermer ; K à quoi ? À ne pas licencier ? À garantir les salaires, à partager le travail entre tous les sites ? Mais non. À les obliger... à faire appel à des repreneurs ! Autrement dit, guère autre chose que Sarkozy ! La belle obligation, de faire appel à ces prétendus « repreneurs », experts en voyoucratie financière, dont on sait qu'ils se font une spécialité de fermer l'usine à leur tour après l'avoir acquise pour une bouchée de pain.

« *On ne pourra pas faire de miracles, non plus* », a d'ailleurs prévenu Hollande lors d'une visite dans une cité de Bonneuil-sur-Marne, dans la banlieue parisienne, où plus d'un jeune sur quatre est au chômage ! Mais combien de miracles en faveur des riches en baisses d'impôts et de charges sociales, ou en subventions que ces grands patrons encaissent avidement avant de décider de fermer un site tout juste rénové, comme cela vient de se passer en Haute-Vienne à l'usine Albany ?

Il n'est pas question, ni pour Sarkozy ni pour Hollande, d'imposer aux patrons des mesures qui iraient à l'encontre de leurs intérêts. Les seules mesures vraiment contraignantes et même insultantes, sont prises contre les travailleurs, les chômeurs et les plus pauvres.

Contre le chômage, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes est une mesure d'urgence pour toute la classe ouvrière.

Il faut interdire les licenciements en prenant sur les profits, non seulement sur les comptes des entreprises, mais sur ceux de leurs dirigeants et actionnaires. Il faut répartir le travail disponible entre tous les salariés en diminuant autant que nécessaire le temps de travail, sans perte de salaire. Et embaucher dans les services publics.

Seuls les candidats d'extrême-gauche ont inscrit ces mesures à leur programme. Un programme qu'aucune élection ne pourra réaliser, mais qu'il faudra imposer par la lutte d'ensemble du monde du travail.

Salariés, ne gageons pas notre avenir sur les élections, mais sur notre combativité et l'unification de toutes nos luttes.

Les révoltes qui ont déjà éclaté, que ce soit en Grèce, au Sénégal ou à la Réunion, montrent que la population, réduite à la misère, n'est pas disposée à accepter son sort. Cette révolte est en passe de faire tache d'huile dans le monde entier. Ici aussi, nous ne pourrions pas tout accepter sans réagir. Contre le chômage, pour défendre notre droit à vivre dignement, il faudra une mobilisation d'ensemble des travailleurs.

C'est ce que Philippe Poutou affirme dans cette campagne en tant que candidat du Nouveau parti anticapitaliste. Lui est un ouvrier de l'automobile, qui pointe tous les jours à l'usine et pas devant les caméras tous les cinq ans.

Un sourire à 2 milliards

En 2011, Renault a dégagé un bénéfice net de 2,13 milliards d'euros. Une hausse de 42 % par rapport à 2010, où Renault a fait 1,49 milliards d'euros de bénéfices si on enlève la vente des actions Volvo. On comprend pourquoi Ghosn a retrouvé le sourire.

Les chasseurs de prime

La direction annonce 1,084 milliard de Free Cash Flow (FCF) en 2011, soit plus du double de son objectif initial de 500 millions. Pour atteindre ce score, certains ont fait du zèle : report des dépenses, blocage des embauches... jusqu'à demander aux salariés de poser un RTT le 22 décembre alors que les objectifs étaient déjà largement atteints. Pourquoi tant de zèle ? La prime des dirigeants est indexée sur le FCF. Surement un hasard.

340 millions d'euros de dividendes

Le dividende par action passe de 0,30 € à 1,16 € cette année : une hausse de 286 % ! Avec un nombre total de 296 millions d'actions Renault, 340 millions d'euros seront donc versés aux actionnaires. Augmenter les 36 000 salariés Renault de 300 € nets reviendrait à 250 millions par an, cotisations sociales incluses. Augmenter les salaires plutôt que les actionnaires, c'est même plus économique !

AGS : Atrophie Générale des Salaires

Le 23 février, 450 salariés au Technocentre, 140 à Lardy, 200 à Cléon ou encore 50 à Rueil ont débrayé pour revendiquer des hausses de salaires.

Mais la direction a fait l'autruche et proposé à l'issue des NAO, des AGS en 2 fois. En mars, 1,3 % et en octobre, 1 % d'AGS pour les APR et 0,7 % pour les ETAM. Les AI (hors ancienneté) sont réduites à 0,8% (ETAM) et 0,5 % (APR). Et pour les cadres, toujours pas d'AGS et des AI repoussées à juillet.

Energie, alimentation, logement, tout a augmenté en 2011 à un rythme bien plus rapide. Avec ces NAO, notre pouvoir d'achat va diminuer. Il va falloir se faire entendre pour que la direction revoie sa copie.

Magasin en solde ?

À la suite d'une altercation avec un collègue, un salarié du magasin s'est retrouvé avec une mise à pied conservatoire, que la direction a fini par annuler. Le rassemblement de soutien de 80 personnes, mardi dernier, a sans doute accéléré ce rétro-pédalage.

Après les messages de collègues poussés à bout, dénonçant leurs conditions de travail, et le lancement d'une enquête sur les conditions de travail, ça commence à faire beaucoup pour le même secteur. La pression aurait-elle à voir avec la décision de fermeture du magasin pour le 31/12, et les incitations à changer de métier qui préparent déjà le terrain ?

Une prime à la casse

Malgré les records de ventes et de Free Cash Flow, la prime d'intéressement Renault est en baisse de 30 % cette année, ce qui a déclenché des débrayages spontanés vendredi à Flins et à Cléon.

De nouveaux débrayages sont prévus cette semaine : mardi à Lardy, Flins, Cléon et Le Mans ; mercredi au Technocentre... Assez des primes aléatoires : il faut augmenter le salaire de base, et pas avec des miettes.

Patrons différents, même combat

Le changement de prestataire nettoyage sur le site de Lardy ne se fera pas sur le dos des salariés. PEI, qui a remporté le marché, s'est engagé à reprendre tous les salariés anciennement TFN, et à respecter les promesses obtenues lors d'une récente grève : embauche de 3 CDD, maintien de la navette, augmentation de salaires.

La mobilisation des salariés, dès l'annonce du passage de TFN à PEI, n'y est sans doute pas pour rien.

Coufix, l'irréductible

La baisse des coûts fixes est devenue une idée fixe. Dans cette rubrique, la direction classe les loyers, l'amortissement des investissements ou encore... les salariés en CDI.

Baisser les coûts fixes, c'est politiquement plus correct que bloquer les salaires ou réduire les effectifs. Mais au final, c'est bien ça que ça veut dire.

Le poison de la division

La semaine dernière, un tract du Front National a été diffusé devant le CTR. Dans la rubrique emploi, le FN fait de la démagogie, comme beaucoup d'autres en cette période électorale, sur le produire en France.

Le radicalisme anti-patrons du FN n'est que de façade, car ce sont nous, les travailleurs qu'il vise. Opposer les travailleurs entre eux selon leur origine, c'est les affaiblir, pour le plus grand profit des patrons.

Vestalia : vite, un croissant !

Depuis quelques temps, le terme « qualité » signifie tout et son contraire pour Vestalia. Sous prétexte de propreté, les salariés chargés du nettoyage sont soumis à des remarques, des critiques et des pressions permanentes et injustifiées.

Avant le passage à TFN, d'anciens salariés devenus petits chefs avaient l'habitude de bénéficier de longs petit-déjeuners gratuits. Serait-ce l'absence du croissant matinal qui suscite un tel acharnement ?

Une collecte qui fait des Étincelles

La collecte organisée il y a 15 jours aux portes du CTR a permis de récolter 235 €. De quoi financer une partie des frais d'impression. Un grand merci à celles et ceux qui ont exprimé leur soutien au bulletin !